

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2026

10 août 2015

SOMMAIRE

AMM Finance Sicav	97206	Innovative Software s.à r.l.	97246
Antim International	97206	Intelligence Payment S.à r.l.	97202
AREMIS Luxembourg S.A.	97207	IRERE Lake (Luxembourg)	97208
Atconsulting S.à r.l.	97207	IRERE Property Investments Luxembourg	
Azure	97247	97246
Barclays Lamorak Investments S.à r.l.	97207	Knöpfle BBRM S.à r.l.	97235
Barclays Leto Investments S.à r.l.	97206	LDVA Participations S.à r.l.	97208
Belle Fourche S.à r.l.	97206	LFPartners Investment Funds	97210
BKN Capital S.A.	97223	LFP S&P Capital IQ Fund	97213
CH3 Capital S.à r.l.	97202	Licorne Capital S.A.	97210
CVI GSCF Lux Securities S.à r.l.	97214	Lippbach S.à r.l.	97248
Financière Figaro S.à r.l.	97211	Liscartan Investments S.à r.l.	97220
Handelsbanken Funds	97205	Malabar Management S.A.	97210
HayFin Jade LuxCo 3 S.à r.l.	97204	Maris S.à r.l.	97209
HayFin Pearl LuxCo 1 S.à r.l.	97205	Medacta S.A.	97245
HayFin Pearl LuxCo 2 S.à r.l.	97208	NBIM Louis S.à r.l.	97210
HayFin Pearl LuxCo 3 S.à r.l.	97209	Nofaya Soparfi S.A.	97204
Highland VIIB - PRI (2) S.à r.l.	97204	Nordbat S.A.	97202
Highland VIIC - PRI (1) S.à r.l.	97208	Nouveau Garage Winandy Frères s.à r.l.	97204
Ikora S.A.	97205	Nova Sicav	97202
Immobilière Am Pull S.A.	97203	Opernplatz (GP) S.à r.l.	97205
Immo Développement S.A.	97203	Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse	97203
Immo Invest H R S.A.	97203	RE Straciatella S.A.	97202
Immomit	97203	Weejoob S.à r.l.	97209

Intelligence Payment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 184.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087247/9.

(150099760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Nordbat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9651 Eschweiler, 4, rue Tom.

R.C.S. Luxembourg B 102.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015089077/10.

(150101448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Nova Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 100.079.

Le Rapport Annuel Révisé au 31 Décembre 2014 et la distribution du dividende relatif à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089079/10.

(150101718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

CH3 Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.015.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 176.287.

Par la présente nous souhaitons vous informer de notre décision de démissionner du mandat d'administrateur unique de la société CH3 CAPITAL S.à r.l. avec effet immédiat.

EQUI SPECIALIZED ASSET MANAGEMENT S.A.

Fabrizio Montanari / Walter Panzeri

Référence de publication: 2015091944/12.

(150103466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

RE Stracciatella S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 184.285.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 1^{er} juin 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2015089155/13.

(150101713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immomit, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 48.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088941/9.

(150101700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immo Invest H R S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 5-7, rue des Tondeurs.
R.C.S. Luxembourg B 154.002.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088939/10.

(150101394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immobilière Am Pull S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 240, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 135.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088940/10.

(150101441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immo Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.645.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015088938/11.

(150101198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 108.719.

Extrait des résolutions de la réunion du Conseil Gérance de la Société en date du 15 juin 2015

Il est à noter que le siège de la Société se trouve désormais au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015094631/14.

(150104213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Nofaya Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9631 Allerborn, 36A, Maison.

R.C.S. Luxembourg B 183.106.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015094614/10.

(150105042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Nouveau Garage Winandy Frères s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 11, rue Kalchesbruck.

R.C.S. Luxembourg B 180.728.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NOUVEAU GARAGE WINANDY FRERES s.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015094616/12.

(150104315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

HayFin Jade LuxCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 178.571.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 2015:

- Est nommé gérant de classe B de la société pour une période indéterminée Mons. Graeme Jenkins, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Marion Fritz, avec effet au 29 mai 2015.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2015087204/15.

(150099770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Highland VIIB - PRI (2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 80.297,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 146.566.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 4 juin 2015 que:

1. La démission de Madame Corine CHATY, en tant que gérant de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 30 avril 2015;

2. A été nommée en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 30 avril 2015 et ce pour une durée indéterminée:

- Madame Marina KERNEUR, née le 19 juin 1978 à Ploemeur, France, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015087220/17.

(150099730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Ikora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 52, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 116.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087258/9.

(150100059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Opernplatz (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 156.790.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089089/10.

(150101520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

HayFin Pearl LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.721.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 2015:

- Est nommé gérant de classe B de la société pour une période indéterminée Mons. Graeme Jenkins, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Marion Fritz, avec effet au 29 mai 2015.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015087206/15.

(150099786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Handelsbanken Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 22.175.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution circulaire du conseil d'administration que

- Monsieur Peter Carlberg, demeurant professionnellement à Blasieholmstorg 11, SE-106 70 Stockholm, Suède, a été coopté en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 29 Mai 2015.

Le conseil d'administration de la Société se compose comme suit, pour une période expirant à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- Rudy Hoylaerts

- Par Sjögemark

- Christian Dahl

- Peter Carlberg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 Juin 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015087230/20.

(150099597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Belle Fourche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 166.255.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088715/9.

(150101888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

AMM Finance Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.080.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015088692/10.

(150101720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Antim International, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 121.218.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015088695/11.

(150101484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Barclays Leto Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.835,32.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 132.218.

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom:	Paley
Prénom(s):	Christopher John
Né le:	26 juillet 1981 à Manchester (UK)
Adresse professionnelle:	9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg
Date de nomination:	8 juin 2015
Durée:	indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015086950/24.

(150099850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

AREMIS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 54.228.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2015

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017:

AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015088698/14.

(150101741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Atconsulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 145.722.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'associé unique tenue en date du 2 mars 2015 que:

- Le gérant Monsieur Dominique Fontaine, demeurant au 78 rue Castel 6700 Arlon (B) a démissionné de ses fonctions à partir de la date 26 février 2015.

- Monsieur Paolo PASSARO, employé, né le 7 septembre 1984 à Niederkorn (L) et demeurant professionnellement à Luxembourg 3-5 rue du Fossé L-1536 a été nommé en remplacement comme gérant à partir de ce jour pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015088706/16.

(150102002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Barclays Lamorak Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 385.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 170.849.

—
Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Wassenaar
Prénom(s): Jan Philip
Né le: 13 mars 1965
à Assen (NL)
Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
Date de nomination: 8 juin 2015
Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015086949/24.

(150099851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

IRERE Lake (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 173.476.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015087274/9.
(150099861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

LDVA Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.050.000,00.

Siège social: L-2335 Luxembourg, 33, rue NS Pierret.
R.C.S. Luxembourg B 165.637.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise par le gérant unique de la société LDVA Participations S.à r.l. en date du 29 mai 2015 que:

Le siège social de la société a été transféré à L-2335 Luxembourg, 33, rue NS Pierret (Grand-Duché de Luxembourg).
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015088997/13.
(150101857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

HayFin Pearl LuxCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.716.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 2015:

- Est nommé gérant de classe B de la société pour une période indéterminée Mons. Graeme Jenkins, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Marion Fritz, avec effet au 29 mai 2015.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015087207/15.

(150099785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Highland VIIC - PRI (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 111.233,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 146.563.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 4 juin 2015 que:

1. La démission de Madame Corine CHATY, en tant que gérant de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 30 avril 2015;

2. A été nommée en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 30 avril 2015 et ce pour une durée indéterminée:

- Madame Marina KERNEUR, née le 19 juin 1978 à Ploemeur, France, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015087221/17.

(150099659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Weejoob S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2145 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 196.489.*Extrait de la décision du gérant unique en date du 1^{er} juin 2015*

Transfert du siège social de son adresse actuelle sise au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
WEEJOOB S.à r.l.

Référence de publication: 2015095737/14.

(150105319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

HayFin Pearl LuxCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.718.*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 2015:*

- Est nommé gérant de classe B de la société pour une période indéterminée Mons. Graeme Jenkins, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Marion Fritz, avec effet au 29 mai 2015.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015087208/15.

(150099784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Maris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 188.684.*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 9 juin 2015*

En date du 9 juin 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Monsieur Christian REYNTJENS de son mandat de gérant A de la Société avec effet immédiat;
- de révoquer Monsieur Olivier HAMOU de son mandat de gérant B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Andrew REID, né le 16 mai 1972, à Glasgow, Royaume-Uni, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Andrew REID, gérant A
- Monsieur Christophe AURAND, gérant A
- Monsieur John J. FOSINA, gérant A
- Madame Antonella GRAZIANO, gérant B
- Madame Sonia BALDAN, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Maris S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015089024/25.

(150101304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Licorne Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 173.982.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088160/9.

(150100853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

NBIM Louis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 160.745.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Per Arne Eriksen

Manager

Référence de publication: 2015088253/11.

(150100356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LFPartners Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 182.010.

Le bilan audité au 31 décembre 2014, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015088159/13.

(150100290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Malabar Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 151.545.

L'assemblée générale qui s'est tenue le 30 avril 2015, a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Bruce Donn, Cyrus R. Jehangir et Jérôme Wigny en tant que membres du conseil d'administration de la société Malabar Management S.A. et ce, jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Le conseil d'administration est composé comme suit:

Bruce DONN, Membre du conseil d'administration

1, Corral Road, GBZ - Gibraltar

Cyrus R. JEHANGIR, Membre du conseil d'administration

22 Avenue Peschier, Apt 71, CH-1206 Genève

Jérôme WIGNY, Membre du conseil d'administration

2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg

Deloitte S.A., sis au 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, a été réélu comme commissaire aux comptes et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2015088188/21.

(150100542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Financière Figaro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 136.234.

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of June,

Before Maître Edouard Delosch, notary residing at Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

AXA Secondary Fund IV L.P., a limited partnership, having its registered office at 4th Floor Northern Suite, Channel House, Green Street, JE2 4UH, St. Helier, Channel Islands and registered with the JFSC Companies Registry under number LP823, acting as general partner of AXA Private Equity Secondaries Limited (the “Sole Shareholder”),

here represented by Ms Jennifer Ferrand, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 3 June 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Financière Figaro S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 136.234 (the “Company”), incorporated pursuant to deed of Maître Henri Hellincks, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 21 January 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 631 on 13 March 2008. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 19 December 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 168 on 22 January 2015.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of one thousand eight hundred fifty Euro (EUR 1,850.-) in order to reduce it from its present amount of twenty-two thousand seven hundred fifty Euro (EUR 22,750.-) to twenty thousand nine hundred Euro (EUR 20,900.-) by redemption and cancellation by the Company of all the one hundred eighty-five (185) class E shares having a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each and approval of the redemption price.

2. Amendment of article 8 of the Company’s articles of association.

3. Miscellaneous.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to (i) reduce the share capital of the Company by an amount of one thousand eight hundred fifty Euro (EUR 1,850.-) in order to reduce it from its present amount of twenty-two thousand seven hundred fifty Euro (EUR 22,750.-) to twenty thousand nine hundred Euro (EUR 20,900.-) by redemption and cancellation by the Company of all the one hundred eighty-five (185) class E shares having a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each and (ii) approve the redemption price set by the board of managers of the Company at four million one hundred forty-one thousand two hundred fifty-two Euro and thirty-two Euro Cent (EUR 4,141,252.32).

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend Article 8 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 8.** The Company’s share capital is set at EUR 20,900.- (twenty thousand nine hundred Euro), represented by 2,090 (two thousand ninety) shares with a nominal value of EUR 10.- (ten Euro) each, divided into (i) 1,350 (one thousand three hundred fifty) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) and (ii) 4 (four) classes of shares as follows:

- 185 (one hundred eighty-five) class A shares (the “Class A Shares”),
- 185 (one hundred eighty-five) class B shares (the “Class B Shares”),
- 185 (one hundred eighty-five) class C shares (the “Class C Shares”), and
- 185 (one hundred eighty-five) class D shares (the “Class D Shares”).

All the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares will be collectively referred to as the “Classes of Shares” as the case may be, or individually as a “Class of Shares”. All the Ordinary Shares and the Classes of Shares will be collectively referred to as the “shares” as the case may be, or individually as a “share”.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for the amendment of the Articles.”.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document, are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party known to the notary by his/her last name, first name, profession and address, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quinze, le cinquième jour du mois de juin.

Par devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

AXA Secondary Fund IV L.P., un limited partnership, ayant son siège social au 4th Floor Northern Suite, Channel House, Green Street, JE2 4UH, St. Helier, îles Anglo-Normandiennes et immatriculé auprès du JFSC Companies Registry sous le numéro LP823, agissant en tant que general partner d’AXA Private Equity Secondaries Limited (l’«Associé Unique»),

ici représenté par Mme Jennifer Ferrand, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée le 3 juin 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

Le comparant est l’unique associé de Financière Figaro S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.234 (la «Société»), suivant un acte reçu par Maître Henri Hellincks, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 janvier 2008 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 631 le 13 mars 2008. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d’un acte du notaire soussigné en date du 19 décembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 168 le 22 janvier 2015.

Le comparant, représentant l’intégralité du capital social, a requis le notaire soussigné de prendre acte que l’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d’un montant de mille huit cent cinquante Euros (EUR 1.850,-) afin de le réduire de son montant actuel de vingt-deux mille sept cent cinquante Euros (EUR 22.750,-) à vingt mille neuf cent Euros (EUR 20.900,-) par le biais du rachat et annulation par la Société de la totalité des cent quatre-vingt-cinq (185) parts sociales de catégorie E ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune et approbation du prix de rachat.

2. Modification de l’article 8 des statuts de la Société.

3. Divers.

Le comparant, représentant l’intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L’Associé Unique décide (i) de réduire le capital social de la Société d’un montant de mille huit cent cinquante Euros (EUR 1.850,-) afin de le réduire de son montant actuel de vingt-deux mille sept cent cinquante Euros (EUR 22.750,-) à vingt mille neuf cent Euros (EUR 20.900,-) par le biais du rachat et annulation par la Société de la totalité des cent quatre-vingt-cinq (185) parts sociales de catégorie E ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune et (ii) approuve le prix de rachat déterminé par le conseil de gérance de la Société à quatre millions cent quarante-et-un mille deux cent cinquante-deux Euros et trente-deux centimes d’Euro (EUR 4.141.252,32).

Deuxième résolution

A la suite de la résolution précédente, l’Associé Unique a décidé de modifier l’article 8 des statuts de la Société, qui a désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 20.900,- (vingt mille neuf cent Euros), représenté par 2.090 (deux mille quatre-vingt-dix) parts sociales d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, divisées en (i) 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires») et (ii) 4 (quatre) catégories de parts sociales comme suit:

- 185 (cent quatre-vingt-cinq) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»),
- 185 (cent quatre-vingt-cinq) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»),
- 185 (cent quatre-vingt-cinq) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), et
- 185 (cent quatre-vingt-cinq) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»).

Toutes les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C et les Parts Sociales de Catégorie D seront collectivement désignées comme «Catégories de Parts Sociales» selon le cas, ou individuellement comme «Catégorie de Parts Sociales». Toutes les Parts Sociales Ordinaires et les Catégories de Parts Sociales seront collectivement désignées comme les «parts sociales» selon le cas, ou individuellement comme la «part sociale».

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.»

Évaluation des Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de ce même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, profession et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. FERRAND, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 08 juin 2015. Relation: DAC/2015/9479. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087965/136.

(150100087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LFP S&P Capital IQ Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 170.917.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 20 mai 2015

L'Assemblée a décidé:

- de renouveler le mandat des administrateurs suivants pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016:

- * Philippe Lecomte;
- * Pascale Auclair;
- * Andrea Bertocchini;
- * Alain Gerbaldi;
- * Philippe Verdier;
- * Michael Thompson.

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit en tant que de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2015087339/21.

(150099553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

CVI GSCF Lux Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 197.539.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CVI GSCF Lux Sub Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, in course of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, duly represented by one of its managers, Mrs Cécile GADISSEUR.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has drawn up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares organized as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of August 10th, 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment in such companies (including loans and claims), the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and loans to or claims against persons not belonging to the public in the sense of Article 28-4 of the Law April 5th, 1993 on the financial sector and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company consists in the entering into of any purchase, tender or offer documentation, whether binding or not, including any preliminary agreement or undertaking (such as, without limitation, any letter of intent, memorandum of understanding or unilateral or bilateral agreement to buy or sell), in relation to the acquisition of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, provided however that such documentation shall permit the assignment by the Company of its rights thereunder to at least one of the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of CVI GSCF Lux Securities S.à r.l..

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by means of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000) shares, having a par value of one US Dollar (USD 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. They may only be transferred, inter vivos, to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is to be managed by at least one manager, who does not need to be a shareholder.

In dealings with third parties, the manager(s) has/have the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The manager(s) is/are appointed by the shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, who fix(es) the term of their office. The manager(s) may be dismissed freely at any time by the shareholders or the sole shareholder, as the case may be, without there having to exist any legitimate reason ("cause légitime").

The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers or, in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence (faute grave) or wilful misconduct (faute intentionnelle); in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it

being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole shareholder

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's financial year commences on the first of January of each year and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

All of the twenty thousand (20,000) shares have been subscribed by CVI GSCF Lux Sub Holdings S.à r.l. as aforementioned, for a total price of twenty thousand US Dollars (USD 20,000), entirely allocated to the share capital.

All the shares have been entirely paid-in by a contribution in cash, so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31st December 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation, are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

The amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) corresponds to the amount of seventeen thousand nine hundred sixty-three Euro and eighteen Eurocent (EUR 17,963.18) according to the exchange rate published on XE.com on June 3rd, 2015.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period of time:

- Mr Mirko Fischer, Director, born on May 6th, 1975 in Gelsenkirchen, Germany, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg;

- Mrs Cécile Gadisseur, private employee, born on June 27th, 1972 in Huy, Belgium, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg;

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same appearing person and, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quatre juin.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

CVI GSCF Lux Sub Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dûment représentée par une de ses gérantes Madame Cécile GADISSEUR.

Laquelle comparante, ayant la capacité comme dit ci-avant, a dressé les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements dans de telles sociétés (y compris des prêts et des créances), l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de tout type de valeurs mobilières et de prêts ou créances à l'encontre de personnes n'appartenant pas au public tel que visé par l'Article 28-4 de la Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La société a également pour objet la conclusion de tout document relatif à une acquisition, proposition ou offre, quelle soit ferme ou indicative, y compris toute promesse ou tout engagement préliminaire (tels que, sans que la liste soit limitative, toute lettre d'intention, tout protocole d'accord ou contrat unilatéral ou synallagmatique d'achat ou de vente) relatif à l'acquisition de biens immobiliers situés dans le Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger, à condition cependant que cette documentation permette la cession par la Société de ses droits à au moins une des sociétés dans laquelle elle détient une participation directe ou indirecte ou qui fait partie du même groupe que la Société.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet."

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de CVI GSCF Lux Securities S.à r.l..

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de vingt mille dollars US (USD 20.000), représentés par vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur de un dollar US (USD 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par au minimum un gérant, qui ne doit pas nécessairement être associé.

Vis-à-vis des tiers, le gérant/conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat du/des gérant(s). Le(s) gérant(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre

société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour faute grave ou faute intentionnelle; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions collectives des associés - Décisions de l'associé unique

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. Chaque année au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10% (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

L'ensemble des vingt mille (20.000) parts sociales a été souscrit par CVI GSCF Lux Sub Holdings S.à r.l. susmentionné, pour un montant de vingt mille dollars US (USD 20.000), entièrement affecté au capital social.

L'ensemble des parts sociales souscrites a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de vingt mille dollars US (USD 20.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date des présentes et prendra fin le 31 décembre 2015.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à environ mille quatre cents euros (1.400.-EUR).

La somme de vingt mille dollars US (USD 20.000) correspond à la somme de dix-sept mille neuf cent soixante-trois Euros et dix-huit Eurocent (EUR 17,963.18) conformément au taux de change publié sur XE.com en date du 3 juin 2015.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:
 - Monsieur Mirko Fischer, Directeur, né le 6 mai 1975 à Gelsenkirchen, Allemagne, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg;
 - Madame Cécile Gadisseur, employée privée, née le 27 juin 1972 à Huy, Belgique, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne la version anglaise fera foi, en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Gadisseur et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12644. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la précitée société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015087880/342.

(150100788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Liscartan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 26.502.550,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 135.938.

In the year two thousand and fifteen, the first day of June,

Before Maître Jacques CASTEL, notary, residing in Grevenmacher (Grand-Duchy of Luxembourg), acting as replacement of Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg), absent, the last-mentioned will remain the depositary of the present deed,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Liscartan Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 135.938 and having a share capital of twenty-six million five hundred two thousand five hundred and fifty euro (EUR 26,502,550) (the Company).

The Company was incorporated on 18 January 2008, pursuant to a deed drawn up by Maître Gérard Lecuit, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) under number 539 of 4 March 2008. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended most recently on 29 May 2015 pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Beck, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial.

THERE APPEARED:

Leo Capital Growth SPC PLC, a public limited company governed by the laws of the Ireland, having its registered office at 33, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland, registered with the Irish Registrar of Companies under number 507790 (the Sole Shareholder).

The Sole Shareholder is represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of a liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Decision to instruct the Liquidator to realize, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company;
5. Decision concerning the compensation of the Liquidator;
6. Decision to grant full and complete discharge to the managers of the Company for the performance of their mandate; and
7. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Fairland Property Ltd, a company duly organised and existing under the laws of the British Virgin Islands with its registered office at Offshore Incorporation Centre, PO BOX 957 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Tortola Register under the number 517295, as Liquidator of the Company. The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under its sole signature for the performance of its duties.

Third resolution

The Sole Shareholder further resolves to confer to the Liquidator the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate some of its powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves that the Liquidator will be entitled to the fees agreed contractually between them.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to grant full and complete discharge to the managers of the Company for the performance of their mandate from the date of their appointment until the date hereof.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Grevenmacher, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, the proxy-holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le premier jour de juin.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Liscartan Investments S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe

au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.938 et disposant d'un capital social de vingt-six millions cinq cent deux mille cinq cent cinquante euros (EUR 26.502.550) (la Société).

La Société a été constituée le 18 janvier 2008 suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 539 du 4 mars 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 29 mai 2015 suivant un acte de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, qui n'est pas encore publié au Mémorial.

A COMPARU:

Leo Capital Growth SPC PLC, une société anonyme régie par les lois d'Irlande, dont le siège social se situe au 33, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Irlande immatriculée au Registre des Sociétés Irlandais sous le numéro 507790 (l'Associé Unique),

ici représenté par Peggy Simon, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique possède toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;

2. Nomination d'un liquidateur en ce qui concerne la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);

3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de liquidation de la Société;

4. Décision de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société;

5. Décision sur la rémunération du Liquidateur;

6. Décision d'accorder pleine et entière décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat respectif; et

7. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer Fairland Property Ltd, une société dûment constituée et existant en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Offshore Incorporation Centre, PO Box 957 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, enregistrée auprès du Tortola Register sous le numéro 517295, comme Liquidateur de la Société. Le Liquidateur a pouvoir d'accomplir tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation des actifs de la Société sous sa seule signature pour l'exécution de son mandat.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide en outre d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation à l'Associé Unique de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide que le Liquidateur sera rémunéré conformément à l'accord contractuel conclu entre eux.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'accorder pleine et entière décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat depuis la date de leur nomination jusqu'à la date des présentes.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Grevenmacher, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: P. SIMON, J. CASTEL.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 03 juin 2015. Relation: GAC/2015/4652. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088141/150.

(150100309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

BKN Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 157, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 191.319.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Mai.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg,

Sind die Aktionäre der BKN Capital S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 157, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 191319, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten. Die Aktiengesellschaft wurde gegründet durch Urkunde des Notars Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 17. Oktober 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3541 vom 25. November 2014 (die "Gesellschaft").

Den Vorsitz der Versammlung hatte Thomas Göricke, Solicitor mit beruflichem Sitz in Luxemburg.

Harry Just, Rechtsanwalt, mit beruflichem Sitz in Luxemburg, wurde zum Schriftführer und Stimmzähler, bestimmt.

Der Vorsitzende erklärte und bat den Notar, Folgendes aufzunehmen:

1. Die vertretenen und anwesenden Aktionäre und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf der von dem Bevollmächtigten, dem anwesenden Aktionär, dem Vorsitzenden, dem Schriftführer, dem Stimmzähler und dem unterzeichnenden Notar unterschriebenen Anwesenheitsliste wiedergegeben. Diese Liste wird dieser Urkunde beigefügt und mit ihr eingereicht.

2. Aus der Anwesenheitsliste ergibt sich, dass alle tausend (1.000) von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien anwesend, bzw. vertreten sind. Alle anwesenden und vertretenen Aktionäre erklären, dass sie vorab ausreichende Kenntnis vom Inhalt der Tagesordnung erhalten haben und auf ihr Recht auf jede vorherige schriftliche Einberufung verzichteten so dass die Versammlung wirksam besteht und über alle Punkte der Tagesordnung wirksam beschließen kann.

3. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

A. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von vierhunderttausend Euro (EUR 400.000) auf insgesamt fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) und Ausgabe von viertausend (4.000) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100) zu einem Ausgabepreis von insgesamt vierhunderttausend Euro (EUR 400.000), unter Feststellung, dass sämtliche bestehenden Aktionäre auf ihr Bezugsrecht im Vorhinein verzichtet haben,

Zeichnung von eintausend (1.000) der neu auszugebenden Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100) durch den Aktionär Herrn Andreas Neugebauer zu einem Ausgabepreis von insgesamt einhunderttausend Euro (EUR 100.000) und Zahlung des vollen Ausgabepreises in bar, sowie

Zeichnung von eintausendfünfhundert (1.500) der neu auszugebenden Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100) durch die Aktionärin Cobalt Blue Capital LLC zu einem Ausgabepreis von insgesamt einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 150.000) und Zahlung des vollen Ausgabepreises in bar, sowie

Zeichnung von eintausendfünfhundert (1.500) der neu auszugebenden Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100) durch den Aktionär Herrn Sohail Khan zu einem Ausgabepreis von insgesamt einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 150.000) und Zahlung des vollen Ausgabepreises in bar,

unter entsprechender Abänderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft.

B. Neufassung der Satzung der Gesellschaft, einschließlich, unter anderem, unter Änderung von (i) Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft zwecks Änderung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von Fentange nach Leudelange mit Wirkung

zum 1. Juni 2015 oder zu einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitpunkt, wobei diese Änderung spätestens zum 31. August 2015 wirksam werden muss, (ii) Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft wie folgt:

" Art. 4. Corporate objects.

4.1 The principle object of the Company is:

1) the performance, for Luxembourg and foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of EU Directive 2011/61/EU of risk and portfolio management functions, administration functions, marketing functions and other activities related to the assets of AIFs, in accordance with Article 5(2), and Annex I of the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (the "2013 Law"); and

2) the performance of the function of management company for common funds, investment companies with variable share capital and investment companies with fixed share capital established in Luxembourg and that qualify as AIFs within the meaning of EU Directive 2011/61/EU, in accordance with Article 125-2 of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law").

The Company will not provide the services of (a) management of portfolios of investments on a discretionary client-by-client basis (b) investment advice, (c) safekeeping and administration in relation to shares or units of collective investment undertakings or (d) the reception and transmission of orders in relation to financial instruments as contemplated in Article 5(4) of the 2013 Law.

The Company may provide the above mentioned risk and portfolio management, administration and marketing services also to the subsidiaries of AIFs which it manages, including domiciliation and administration support services.

The Company may perform permitted activities outside of Luxembourg through the free provision of services and/or through the opening of branches.

More generally, the Company may carry out any activities connected with the services it provides to AIFs to the furthest extent permitted by the 2010 Law, the 2013 Law and any other applicable laws and regulations.

The Company may carry out any activities connected directly or indirectly to, and/or deemed useful and/or necessary for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth in, but to the furthest extent permitted by, the provisions of the 2010 Law and the 2013 Law.

For the avoidance of doubt, the Company may act as manager (gérant) of partnerships (including corporate partnerships limited by shares, common limited partnerships or special limited partnerships) within the meaning of article 107, article 17 and article 22-3 of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") or the equivalent under the relevant law."

und (iii) Artikel 23 der Satzung zwecks Festlegung der rechtlich verbindlichen sprachlichen Fassung der Satzung auf Englisch.

Im Anschluss wurden folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Es wird beschlossen, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von vierhunderttausend Euro (EUR 400.000) auf fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) zu erhöhen und viertausend (4.000) Aktien von je einhundert Euro (EUR 100) zu einem Ausgabepreis von insgesamt vierhunderttausend Euro (EUR 400.000) auszugeben.

Daraufhin erklärt die Versammlung die Aktionäre der Gesellschaft,

- a) Herrn Andreas Neugebauer zur Zeichnung von eintausend (1.000) neuen Aktien,
- b) Cobalt Blue Capital LLC, vertreten durch Harry Just, gemäß Vollmacht vom 6. Mai 2015 (deren Kopie dieser Urkunde zur Registrierung beigefügt ist) zur Zeichnung von eintausendfünfhundert (1.500) neuen Aktien, und
- c) Herr Sohail Khan, vertreten durch Harry Just, gemäß Vollmacht vom 7. Mai 2015 (dessen Kopie dieser Urkunde zur Registrierung beigefügt ist) zur Zeichnung von eintausendfünfhundert (1.500) neuen Aktien zuzulassen.

Zeichnung - Zahlung

Sodann erklären die Aktionäre die neuen Aktien in der oben genannten Stückelung zu zeichnen und voll einzuzahlen.

Entsprechende Nachweise der einzelnen Barzahlungen in Höhe von insgesamt vierhunderttausend Euro (EUR 400.000.-) wurden dem unterzeichneten Notar vorgelegt. Es wurde beschlossen,

dass der Aktionär Herr Andreas Neugebauer, einen Betrag in Höhe von einhunderttausend Euro (EUR 100.000.-) in das Kapital der Gesellschaft einbringt; sowie,

dass die Aktionärin Cobalt Blue Capital LLC, einen Betrag in Höhe von einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 150.000.-) in das Kapital der Gesellschaft einbringt; sowie, dass der Aktionär Herr Sohail Kahn, einen Betrag in Höhe von einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 150.000.-) in das Kapital der Gesellschaft einbringt.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen, die Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen unter anderem, unter Änderung von Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft zwecks Änderung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von Fentange nach L-3364

Leudelange, 1, rue de la Poudrerie, mit Wirkung zum 1. Juni 2015 oder zu einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitpunkt, wobei diese Änderung spätestens zum 31. August 2015 wirksam werden muss:

ARTICLES OF INCORPORATION

Art. 1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter a company in the form of a société anonyme under the name of BKN CAPITAL S.A. (the "Company").

Art. 2. Registered office.

2.1. As from 1 June 2015, or any later point in time, as may be determined by the Board (as defined below), whereas such change must be effective no later than 31 August 2015, the registered office of the Company is established in Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg").

2.2. It may be transferred within the municipality of Leudelange by a resolution of the Board or, in the case of a Sole Director (as defined below) by a decision of the Sole Director.

2.3. It may be transferred to any other place in Luxembourg by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), as prescribed in Article 21. below.

2.4. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

2.5. Where the Board determines that extraordinary political, economic, social, or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company. Such temporary measures will be taken by the Board and notified to the Shareholder(s) of the Company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate objects.

4.1. The principle object of the Company is:

1) the performance, for Luxembourg and foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of EU Directive 2011/61/EU of risk and portfolio management functions, administration functions, marketing functions and other activities related to the assets of AIFs, in accordance with Article 5(2), and Annex I of the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (the "2013 Law"); and

2) the performance of the function of management company for common funds, investment companies with variable share capital and investment companies with fixed share capital established in Luxembourg and that qualify as AIFs within the meaning of EU Directive 2011/61/EU, in accordance with Article 125-2 of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law").

The Company will not provide the services of (a) management of portfolios of investments on a discretionary client-by-client basis (b) investment advice, (c) safekeeping and administration in relation to shares or units of collective investment undertakings or (d) the reception and transmission of orders in relation to financial instruments as contemplated in Article 5(4) of the 2013 Law.

The Company may provide the above mentioned risk and portfolio management, administration and marketing services also to the subsidiaries of AIFs which it manages, including domiciliation and administration support services.

The Company may perform permitted activities outside of Luxembourg through the free provision of services and/or through the opening of branches.

More generally, the Company may carry out any activities connected with the services it provides to AIFs to the furthest extent permitted by the 2010 Law, the 2013 Law and any other applicable laws and regulations.

The Company may carry out any activities connected directly or indirectly to, and/or deemed useful and/or necessary for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth in, but to the furthest extent permitted by, the provisions of the 2010 Law and the 2013 Law.

For the avoidance of doubt, the Company may act as manager (gérant) of partnerships (including corporate partnerships limited by shares, common limited partnerships or special limited partnerships) within the meaning of article 107, article 17 and article 22-3 of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") or the equivalent under the relevant law.

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed and issued share capital is set at five hundred thousand Euro (€500,000) consisting of five thousand (5,000) ordinary shares in registered form without nominal value.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 22. below.

5.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the 1915 Law.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.2. A register of the shareholders of the Company (the "Shareholder(s)") of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall contain all the information required by Article 39 of the 1915 Law. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. In the absence of a specific indication, the address indicated in the share register may be used by the Company. Shareholders may, at any time, change their address by means of a written notification to the Company from time to time.

6.4. Upon the written request of a Shareholder, a certificate recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board. Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Board members or by the delegate of the Board. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

6.5. The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder (s) of the Company, such declaration of transfer to be dated and executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

7.2. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

7.3. Shares issued by the Company may be transferred only with the prior approval of the board of directors.

Art. 8. Meetings of the Shareholders of the Company.

8.1. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting") shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.2. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 25th day of the month of April at 11.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

8.3. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

8.4. Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 9. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

9.1. The General Meeting will meet upon call by the board of directors or upon the request of shareholders representing at least one-tenth of the outstanding share capital of the Company, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address set out in the register of Shareholders and published in accordance with Luxembourg law. If however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

9.2. In case the General Meeting is met upon the request of Shareholders representing at least one-tenth of the outstanding share capital of the Company, the agenda shall be set by the Shareholders. It shall be attached to the written request of Shareholders to convene an extraordinary general meeting. Such request shall be received by the board of directors of the Company at least 10 days before the date of the General Meeting. The board of directors may prepare an additional agenda.

9.3. The notice periods and quorum provided for by the Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

9.4. Each share is entitled to one vote.

9.5. Except as otherwise required by the 1915 Law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

9.6. A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, shareholder or not as his proxy in writing whether by letter, by telefax or email received in circumstances allowing confirming the identity of the sender. Voting forms, the form of which may be set by the board of directors, will only be taken into account by the Company if they are deposited at the registered office of the Company 5 days prior the General Meeting. The Board of Directors may restrict the number of proxies per shareholder.

9.7. Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.8. Each Shareholder may also vote through voting forms send by post, by email, by facsimile or by other communication means to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting and the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the Shareholder to vote in favor of, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

9.9. Voting forms which show neither a vote in favor nor against the proposed resolution, nor an abstention are void in respect of this resolution. The Company will only take into account voting forms received five days bank business days prior the General Meeting which they are related to.

Art. 10. Management of the Company.

10.1. The Company shall be managed by a board of directors (the "Board") composed of at least three (3) directors who do not need to be Shareholders of the Company.

10.2. The directors shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.3. When a legal person is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as member of the Board in accordance with article 51bis of the 1915 Law.

10.4. The directors shall be elected by the General Meeting. The Shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

10.5. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

10.6. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 11. Meetings of the Board.

11.1. The Board shall appoint a chairman (the "Chairman") among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting, by simple majority.

11.2. The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting.

11.3. Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. Such notice may be given by the secretary.

11.4. No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether by letter, telefax, or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

11.5. Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing, whether by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender, another director as his or her proxy, without limitation as to the number of proxies which each director may accept and vote provided, however, that at least two members are either present in person or assist at such meeting by way of any means of communication complying with the requirements set forth in the next paragraph.

11.6. Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis

and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board may be held by conference call or video conference only.

11.7. The Board can only deliberate and act validly if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

11.8. The Board may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director.

12.1. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman of such meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided such meeting or any two directors.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board.

Art. 13. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 14. Delegation of powers. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the Board or to any manager(s) or other agent(s), who need not be member of the Board or Shareholder, acting alone or in concert. They may constitute committees deliberating under such terms as the Board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be member of the Board or Shareholder and appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

Art. 15. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) the sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power.

Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third-parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation.

Art. 16. Conflict of interests.

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm subsidiary of or affiliated to the Company.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any subsidiary or affiliated company with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director or officer of the Company may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and this transaction, and the director's or officer's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting.

16.4. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

16.5. The board of directors is responsible for the implementation of the conflicts of interest policy applicable to the Company. The approved statutory auditor shall carry out his duties in accordance with the applicable provisions of the 2010 Law.

Art. 17. Indemnification of the Directors. Every director, agent, auditor, or officer of the Company and his personal representatives shall, to the fullest extent permitted by Luxembourg law, be indemnified and secured harmless out of the assets and funds of the Company against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of this duties, powers, authorities or discretions, including losses incurring by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities,

or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or willful misconduct against the Company.

Art. 18. Supervisory auditor(s).

18.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several approved statutory auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)). The supervisory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

18.2. The approved statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The supervisory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

18.3. The supervision by the approved statutory auditor will be performed in line with the relevant provisions of the 2010 Law.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January and shall terminate on the 31 December of each year.

Art. 20. Allocation of profits.

20.1. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time.

20.2. The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

20.3. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the 1915 Law.

20.4. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 21. Dissolution and liquidation.

21.1. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 22. below.

21.2. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding the liquidation. This General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

21.3. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to the holders of shares in the Company.

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the 1915 Law and the 2010 Law.

Art. 23. Applicable law and language. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2010 Law and the 2013 Law.

The English version of these Articles shall prevail.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

SATZUNG

Art. 1. Rechtsform und Bezeichnung der Gesellschaft. Zwischen den Zeichnern und all jenen, die künftig Aktien erwerben, besteht eine Gesellschaft in der Rechtsform einer société anonyme, die die Bezeichnung BKN Capital S.A. trägt (die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz der Gesellschaft.

2.1. Mit Wirkung zum 1. Juni 2015 oder zu einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitpunkt, wobei diese Änderung spätestens zum 31. August 2015 wirksam werden muss, befindet sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft in Leudelange im Großherzogtum Luxemburg ("Luxemburg").

2.2. Durch Beschluss des Verwaltungsrats (wie weiter unten definiert) kann der Sitz der Gesellschaft an einen anderen Ort der Gemeinde Leudelange verlegt werden.

2.3. Aufgrund Beschluss der Hauptversammlung (wie weiter unten definiert) kann der Sitz der Gesellschaft an jeden anderen Ort in Luxemburg verlegt werden. Ein solcher Beschluss unterliegt den gleichen Erfordernissen wie eine Satzungsänderung gemäß nachfolgendem Artikel 21.

2.4. Die Gesellschaft kann sowohl in Luxemburg als auch anderswo Niederlassungen und Geschäftsstellen unterhalten.

2.5. Ist der Verwaltungsrat der Ansicht, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse stattgefunden haben oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Sitz und Personen im Ausland beein-

trächtigen könnten, kann der Sitz bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse zeitweilig ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen wirken sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft aus, die trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Verwaltungsrat ergriffen und den Aktionären der Gesellschaft mitgeteilt.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft.

4.1. Zweck der Gesellschaft ist:

1) die Übernahme von Risikomanagement- und Portfolioverwaltungsfunktionen, administrativen Tätigkeiten, Vertriebsleistungen und anderen Tätigkeiten im Zusammenhang mit den Vermögenswerten alternativer Investmentfonds ("AIFs") im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU für luxemburgische und ausländische AIFs, im Einklang mit Artikel 5(2), und Anhang I des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds (das "Gesetz von 2013"); und

2) die Übernahme der Funktion als Verwaltungsgesellschaft für Sondervermögen, Investmentgesellschaften mit variablem Kapital und Investmentgesellschaften mit festgeschriebenem Kapital mit Sitz in Luxemburg und welche sich als AIF im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU qualifizieren, im Einklang mit Artikel 125-2 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in seiner geänderten Fassung (das "Gesetz von 2010").

Die Gesellschaft wird keine Leistungen in Form von (a) individueller Verwaltung einzelner Portfolios mit Ermessensspielraum, (b) Anlageberatung, (c) Verwahrung und Verwaltung im Zusammenhang mit Anteilen an Organismen für gemeinsame Anlagen, oder (d) der Annahme und Übermittlung von Aufträgen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, wie von Artikel 5(4) des Gesetzes von 2013 vorgesehen, erbringen.

Die Gesellschaft kann die obengenannten Leistungen des Risikomanagements und der Portfolioverwaltung, der administrativen Tätigkeiten und des Vertriebs auch zugunsten von Tochterunternehmen der von ihr verwalteten AIFs erbringen, einschließlich Domizilierungsleistungen und administrative Unterstützung.

Die Gesellschaft kann zulässige Aktivitäten außerhalb von Luxemburg im Wege des freien Dienstleistungsverkehrs und/oder durch die Errichtung von Niederlassungen ausüben.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft im Rahmen, jedoch in weitest möglichem Umfang des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013 und allen anderen anwendbaren Gesetzen und Vorschriften sämtliche Aktivitäten im Zusammenhang mit den von ihr durchgeführten Leistungen zugunsten von AIFs durchführen.

Die Gesellschaft kann sämtliche Tätigkeiten im direkten oder indirekten Zusammenhang mit der Erfüllung ihres Zwecks und/oder welche sie hierfür als nützlich erachtet, ausüben und sich im Rahmen, jedoch in weitest möglichem Umfang, der Vorschriften des Gesetzes von 2010 und des Gesetzes von 2013 bewegen.

Die Gesellschaft kann (um jeden Zweifel auszuschließen) als Verwalter (gérant) von Personengesellschaften (einschließlich Kommanditgesellschaften auf Aktien, einfachen Kommanditgesellschaften oder speziellen Kommanditgesellschaften) im Sinne von Artikel 107, Artikel 17 und Artikel 22-3 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner geänderten Fassung (das "Gesetz von 1915") von 1915 oder einem entsprechenden Gesetz unter dem anwendbaren Recht tätig sein.

Art. 5. Aktienkapital.

5.1. Das gezeichnete und ausgegebene Aktienkapital wird auf fünfhunderttausend Euro (500.000,- €) festgelegt und durch fünftausend (5.000) Stammaktien in Form von nennwertlosen Namensaktien verbrieft.

5.2. Das Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung (wie weiter unten definiert) und unter Erfüllung der gleichen Beschlusserfordernisse wie für Satzungsänderungen gemäß Artikel 22 herauf- oder herabgesetzt werden.

5.3. Unter Einhaltung der im Gesetz von 1915 festgelegten Beschränkungen kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien.

6.1. Die Aktien werden in Form von Namensaktien (actions nominatives) begeben und in dieser Form belassen.

6.2. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Verzeichnis der Aktionäre der Gesellschaft geführt, das dort von den Aktionären eingesehen werden kann. In diesem Register werden die nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 vorgeschriebenen Informationen eingetragen. Als Nachweis für das Eigentum an den Aktien dient der Eintrag in dieses Register.

6.3. Die Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die sämtliche Benachrichtigungen und Mitteilungen gesendet werden können. Wurde eine solche Anschrift nicht mitgeteilt, kann die Gesellschaft die im Aktienregister eingetragene verwenden. Die Aktionäre können ihre Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern lassen.

6.4. Auf schriftliche Anfrage eines Aktionärs kann ein Zertifikat ausgestellt werden, das den Eintrag des betreffenden Aktionärs in das Aktionärsregister bescheinigt. Diese Zertifikate werden in der vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausgegeben, und sie tragen die vom Verwaltungsrat gewählten Kennzeichnungen und -nummern. Solche Zertifikate sind handschriftlich oder per Faksimile von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem vom Verwaltungsrat entsprechend

bevollmächtigten Vertreter zu unterzeichnen. Verloren gegangene, gestohlene oder zerstörte Zertifikate werden von der Gesellschaft ersetzt, wobei die Gesellschaft festlegen kann, welche Nachweise, Maßnahmen und Entschädigungsleistungen sie hierfür für erforderlich hält. Zerstörte Zertifikate sind vor Ausstellung eines neuen Zertifikats vorzulegen.

6.5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Falls eine oder mehrere Aktien gemeinschaftlich gehalten werden oder das Eigentum an ihnen strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten benennen, der die Aktien gegenüber der Gesellschaft vertritt. Wird ein solcher Bevollmächtigter nicht benannt, werden sämtliche mit den betreffenden Aktien verbundenen Rechte vorübergehend aufgehoben.

Art. 7. Übertragung von Aktien.

7.1. Die Übertragung von Aktien erfolgt durch schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragen wird und vom Übertragenden und Übertragungsempfänger oder ihren entsprechend bevollmächtigten Vertretern unterzeichnet und datiert sein muss, oder in Übereinstimmung mit den Vorschriften für eine Übertragung von Ansprüchen gemäß Artikel 1690 des Luxemburger Zivilgesetzbuches.

7.2. Die Gesellschaft kann auch andere Übertragungsdokumente als Nachweis der Zustimmung des Übertragenden und des Übertragungsempfängers zulassen, wenn sie diese für ausreichend hält.

7.3. Von der Gesellschaft ausgegebene Aktien können nur mit der vorherigen Genehmigung des Verwaltungsrats übertragen werden.

Art. 8. Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft.

8.1. Die Gesamtheit der Aktionäre wird durch jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die "Hauptversammlung") vertreten. Die Hauptversammlung ist mit den weitestgehenden Befugnissen zur Anordnung, Ausführung oder Genehmigung von Handlungen in Bezug auf alle Geschäfte der Gesellschaft ausgestattet.

8.2. Die Jahreshauptversammlung wird gemäß Luxemburger Recht am 25ten Tag im Monat April um 11 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten, der im Einberufungsschreiben der Versammlung anzugeben ist und sich innerhalb der Gemeinde, in der der Sitz der Gesellschaft liegt, befinden muss. Fällt dieser Termin auf einen Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr im Allgemeinen geschlossen sind, so wird die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag abgehalten.

8.3. Die Jahreshauptversammlung kann auch außerhalb Luxemburgs zusammentreten, wenn nach dem alleinigen und endgültigen Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände vorliegen, die dies erfordern.

8.4. Andere Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft können jeweils an dem im entsprechenden Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Zeitpunkt abgehalten werden.

Art. 9. Mitteilungen, Quorum, Vollmachten und Einberufungsschreiben.

9.1. Die Hauptversammlung tritt auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Gesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Das entsprechende Einberufungsschreiben, das auch die Tagesordnung angibt, muss mindestens acht (8) Tage vor dem Tag der Versammlung an alle Aktionäre an ihre jeweils im Aktienregister eingetragene Anschrift versendet werden und im Einklang mit luxemburgischen Recht veröffentlicht werden. Wenn jedoch alle Aktionäre auf einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet wurden, so kann die Versammlung auch ohne vorherige Mitteilung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

9.2. In Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag eines oder mehrerer Aktionäre, welche mindestens ein ein Zehntel des Vermögens der Gesellschaft repräsentieren, zusammentritt, wird die Tagesordnung durch die Aktionäre erstellt. Sie ist dem schriftlichen Antrag der Aktionäre auf Einberufung einer außerordentlichen Generalversammlung anzuhängen. Ein solcher Antrag der Aktionäre muss mindestens 10 Tage vor der Versammlung beim Verwaltungsrat der Gesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

9.3. Wenn diese Satzung nichts anderes vorsieht, unterliegen Einberufung und Durchführung von Hauptversammlungen den gesetzlichen Bestimmungen in Bezug auf das Quorum und die Einberufungsfristen.

9.4. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme.

9.5. Sofern diese Satzung oder das Gesetz von 1915 nichts anderes vorsehen, werden die Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und abstimmenden Aktionäre gefasst.

9.6. Ein Aktionär kann sich auf Hauptversammlungen auch vertreten lassen, indem er eine andere Person, die nicht Aktionär zu sein braucht, schriftlich per Brief, Telefax oder E-Mail bevollmächtigt, vorausgesetzt, der Empfang einer solchen Bevollmächtigung erfolgt unter Bedingungen, die den Nachweis der Identität des Absenders ermöglichen. Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann die Anzahl der Bevollmächtigten je Aktionär beschränken.

9.7. Die Aktionäre können an den Hauptversammlungen auch per Telefonoder Videokonferenz oder über ein ähnliches Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern (i) die Identität des an der Hauptversammlung teilnehmenden Aktionärs nachgewiesen werden kann, (ii) sich alle an der Versammlung teilnehmenden Personen gegenseitig hören und zueinander

sprechen können, (iii) die Übertragung der Versammlung direkt erfolgt und (iv) sich die Aktionäre angemessen beraten können. Die Teilnahme an einer Sitzung mittels solcher Kommunikationssysteme gilt als persönliche Anwesenheit bei der Sitzung.

9.8. Jeder Aktionär kann bei der Hauptversammlung mit einer unterzeichneten Erklärung abstimmen, die per Post, per E-Mail, per Fax oder mit anderen Kommunikationsmitteln an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung angegebene Adresse gesendet wird. Die Aktionäre dürfen nur von der Gesellschaft ausgegebene Stimmformulare verwenden, die mindestens den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Hauptversammlung, die Tagesordnung der Hauptversammlung, die der Hauptversammlung zur Entscheidung vorgelegte Beschlussvorlage sowie für jede Beschlussvorlage drei Felder enthalten, so dass der Aktionär bei jedem Beschluss durch Ankreuzen des entsprechenden Kästchens mit dafür, dagegen oder Enthaltung stimmen kann.

9.9. Stimmformulare, die für eine Beschlussvorlage nicht ausschließlich (i) eine Stimme dafür oder (ii) eine Stimme dagegen oder (iii) Enthaltung ausweisen, sind hinsichtlich dieses Beschlusses nichtig. Die Gesellschaft hat nur die Stimmformulare zu berücksichtigen, die mindestens 5 Tage vor der betreffenden Hauptversammlung eingegangen sind.

Art. 10. Leitung der Gesellschaft.

10.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat (der "Verwaltungsrat") geleitet, dem mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitglieder angehören, die nicht Aktionär der Gesellschaft zu sein brauchen.

10.2. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für längstens sechs Jahre gewählt und können wiedergewählt werden.

10.3. Wenn eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft fungiert (die "juristische Person"), so muss diese einen ständigen Vertreter (représentant permanent) bestimmen, der die juristische Person als Mitglied des Verwaltungsrats in Übereinstimmung mit Artikel 51bis des Gesetzes von 1915 vertritt.

10.4. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung gewählt. Die Aktionäre der Gesellschaft legen auch die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie deren Vergütung und Amtszeit fest.

10.5. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit oder ohne Angabe von Gründen jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung abberufen und/oder ersetzt werden.

10.6. Wird eine Verwaltungsratsstelle infolge eines Todesfalls, der Pensionierung oder anderer Umstände vakant, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die frei gewordene Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt. In Ermangelung verbleibender Verwaltungsratsmitglieder beruft der Abschlussprüfer unverzüglich eine Hauptversammlung ein, die neue Verwaltungsratsmitglieder ernannt.

Art. 11. Verwaltungsratssitzungen.

11.1. Der Verwaltungsrat ernannt aus seinen Reihen einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende") und gegebenenfalls einen Schriftführer, der kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht und der für die Protokollierung der Verwaltungsratssitzungen und der Beschlussfassungen der Hauptversammlungen zuständig ist. Der Vorsitzende führt bei allen Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen den Vorsitz. Die Hauptversammlung bzw. gegebenenfalls die anderen Verwaltungsratsmitglieder ernennen bei Abwesenheit des Vorsitzenden mit einfacher Mehrheit einen anderen, stellvertretenden Vorsitzenden, der die jeweilige Versammlung leitet.

11.2. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen.

11.3. Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Sitzungsbeginn schriftlich zu laden. Hiervon ausgenommen sind Eilfälle. Liegt ein solcher Eilfall vor, sind die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben zu der Verwaltungsratssitzung kurz zu erläutern. Eine solche Mitteilung kann durch den Schriftführer erfolgen.

11.4. Auf eine schriftliche Einberufung kann verzichtet werden, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder auf der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über das Stattfinden der Versammlung unterrichtet wurden und ihnen alle Punkte der Tagesordnung bekannt waren. Auf eine schriftliche Einberufung kann ferner verzichtet werden, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich ihr Einverständnis erklären. Dies kann per Brief, Telefax oder E-Mail erfolgen, vorausgesetzt, der Empfang eines solchen Schreibens erfolgt unter Bedingungen, die den Nachweis der Identität jedes Verwaltungsrats- Absenders ermöglichen. Für einzelne Versammlungen, für die Ort und Datum zuvor durch Verwaltungsratsbeschluss in einem Zeitplan festgelegt wurden, ist keine ausdrückliche schriftliche Einberufung erforderlich.

11.5. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich auf den Verwaltungsratssitzungen auch vertreten lassen, indem es schriftlich per Brief, Telefax oder E-Mail ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernannt wobei die Zahl der Bevollmächtigten, die ein Verwaltungsratsmitglied zur Teilnahme und Stimmabgabe ermächtigen kann, nicht beschränkt ist. Voraussetzung ist jedoch, dass der Empfang unter Bedingungen erfolgt, die den Nachweis der Identität des Absenders ermöglichen. Außerdem ist erforderlich, dass mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder entweder persönlich anwesend sind oder an einer solchen Versammlung über Kommunikationssysteme teilnehmen, die die Erfordernisse im Sinne des folgenden Absatzes erfüllen.

11.6. Die Verwaltungsratsmitglieder können an den Verwaltungsratssitzungen auch per Telefon- oder Videokonferenz oder über ein ähnliches Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern (i) die Identität des an der Sitzung teilnehmenden Ver-

waltungsratsmitglieds nachgewiesen werden kann, (ii) sich alle an der Sitzung teilnehmenden Personen gegenseitig hören und zueinander sprechen können, (iii) die Übertragung der Sitzung direkt erfolgt und (iv) sich die Verwaltungsratsmitglieder angemessen beraten können. Die Teilnahme an einer Sitzung mittels solcher Kommunikationssysteme gilt als persönliche Anwesenheit bei der Sitzung. Eine Verwaltungsratssitzung kann auch nur per Telefon- oder Videokonferenz abgehalten werden.

11.7. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann nur rechtswirksam beraten und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder auf einer Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der auf dieser Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende der Sitzung hat bei Stimmengleichheit eine entscheidende Stimme.

11.8. Der Verwaltungsrat kann unter allen Bedingungen und zu jeder Zeit einstimmig auch Umlaufbeschlüsse fassen. Schriftliche Beschlüsse, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind, besitzen die gleiche Gültigkeit und Wirksamkeit wie Beschlüsse, die auf einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasst werden. Die entsprechenden Unterschriften können entweder auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses angebracht werden und per Brief, Telefax oder E-Mail nachgewiesen werden, vorausgesetzt, der Empfang eines solchen Schreibens erfolgt unter Bedingungen, die einen Nachweis der Identität des Absenders ermöglichen.

Art. 12. Protokollierung der Verwaltungsratssitzungen bzw. der Beschlüsse des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

12.1. Die Protokolle aller Verwaltungsratssitzungen sind vom Vorsitzenden der Sitzung oder - bei seiner Abwesenheit - vom stellvertretenden Vorsitzenden, der die jeweilige Sitzung geleitet hat, oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

12.2. Kopien oder Auszüge von solchen Protokollen, die unter Umständen in Gerichtsverfahren oder anderen Zusammenhängen vorgelegt werden, müssen vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sein.

Art. 13. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist umfassend befugt, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen oder zu veranlassen. Alle Befugnisse, die gemäß dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, liegen in der Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 14. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung der laufenden Geschäfte und Angelegenheiten der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäfte und Angelegenheiten auf ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder auf einen oder mehrere Geschäftsleiter oder andere beauftragte Stellen, die nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre zu sein brauchen, alleine oder gemeinsam übertragen. Die so beauftragten Personen können Ausschüsse bilden, die unter den vom Verwaltungsrat festzulegenden Bedingungen tagen. Der Verwaltungsrat kann auch alle Befugnisse und Sondermandate auf eine beliebige Person übertragen, die nicht Verwaltungsratsmitglied oder Aktionär zu sein braucht, und ist auch zur Einstellung und Entlassung sämtlicher Führungskräfte und Angestellten sowie zur Festlegung der Höhe ihrer Vergütungen befugt.

Art. 15. Rechtsverbindliche Unterschriften. Die Gesellschaft verpflichtet sich in allen Angelegenheiten Dritten gegenüber rechtsverbindlich (i) durch gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder (ii) durch Einzelunterschrift einer Person, der der Verwaltungsrat eine entsprechende Unterschriftsvollmacht erteilt hat, wobei dies nur im Rahmen der entsprechenden Vollmacht erfolgen kann.

Im Rahmen der Wahrnehmung der laufenden Geschäfte und Angelegenheiten der Gesellschaft, verpflichtet die Gesellschaft sich Dritten gegenüber rechtsverbindlich durch die Einzelunterschrift der Person(en), an die solche Befugnisse, alleine oder gemeinsam handelnd, gemäss den Bestimmungen der entsprechenden Vollmacht, erteilt worden sind.

Art. 16. Interessenkonflikte.

16.1. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft an der betreffenden anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Partner, Geschäftsleiter oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind, die ein Tochter- oder verbundenes Unternehmen der Gesellschaft ist.

16.2. Ist ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsleiter der Gesellschaft gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter eines Tochter- oder verbundenen Unternehmens der Gesellschaft, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, so ist es/er aufgrund dieser Verbindung mit der betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, in Bezug auf solche Verträge oder anderen Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder anderweitig zu handeln.

16.3. Hat ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsleiter der Gesellschaft ein persönliches und den Interessen der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft, so muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied oder der betreffende Geschäftsleiter den Verwaltungsrat über das entsprechende persönliche und entgegenstehende Interesse in Kenntnis setzen und es/er kann an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Transaktion nicht teilnehmen. Ferner ist der nächstfolgenden Hauptversammlung über das betreffende persönliche Interesse zu berichten.

16.4. Die vorstehenden beiden Absätze sind nicht anwendbar auf Beschlüsse des Verwaltungsrats in Bezug auf Transaktionen, die im Rahmen des ordnungsgemäßen Geschäftsgangs der Gesellschaft und unter normalen Handelsbedingungen wie unter unverbundenen Dritten erfolgen.

16.5. Der Verwaltungsrat ist für die Durchführung der für die Gesellschaft anwendbaren Grundsätze für den Umgang mit Interessenkonflikten verantwortlich.

Art. 17. Entschädigung der Verwaltungsräte. Jeder Verwaltungsrat, Agent, Prüfer oder Geschäftsleiter der Gesellschaft und das vertretende Personal sind aus dem Vermögen der Gesellschaft bezüglich aller Klagen, Verfahren, Kosten, Aufwendungen, Ausgaben, Ausfälle, Schäden oder Verbindlichkeiten ("Schäden"), die von ihnen bei oder im Rahmen der Führung der Geschäfte und Angelegenheiten der Gesellschaft oder in der Erfüllung oder Erledigung ihrer Pflichten, Vollmachten, Befugnisse und Ermessensspielräume aufgewendet oder erlitten wurden, zu entschädigen und schadlos zu halten, einschließlich von Schäden bei der Verteidigung in Zivilverfahren (egal ob erfolgreich oder mit sonstigem Ausgang) bezüglich der Gesellschaft vor einem Gericht in Luxemburg oder anderswo. Keine dieser Personen haftet: (i) für Handlungen, Belege, Nachlässigkeiten, Fehler oder Unterlassungen seitens einer dieser Personen; oder (ii) wenn er an der Bestätigung des Empfangs von Geld beteiligt war, das nicht von ihm persönlich empfangen wurden; oder (iii) für Verluste wegen mangelndem Eigentum der Gesellschaft; oder (iv) wegen Insuffizienz eines Wertpapiers, in oder für das Geld der Gesellschaft investiert wird; oder (v) für Verluste, die durch Banken, Makler oder sonstige Verrichtungsgehilfen entstehen; oder (vi) für Verluste, Schäden oder Unglücksfälle aller Art, die bei der Erfüllung oder Erledigung von Pflichten, Vollmachten, Befugnissen oder Ermessensausübungen ihres Büros oder in Verbindung damit auftreten oder passieren, außer im Falle der groben Fahrlässigkeit oder vorsätzlichen Verhaltens gegen die Gesellschaft.

Art. 18. Gesetzlicher Abschlussprüfer.

18.1. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren zugelassenen Abschlussprüfern (réviseur(s) d'entreprise agréé(s)) geprüft. Der/die Abschlussprüfer werden für längstens sechs Jahre gewählt und können wiedergewählt werden.

18.2. Der/die zugelassene/n Abschlussprüfer wird/werden von der Hauptversammlung bestellt, die auch über die Zahl, Vergütung und Amtszeit der Abschlussprüfer entscheidet. Der/die jeweils amtierende/n zugelassene/n Abschlussprüfer kann/können jederzeit von der Hauptversammlung mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

18.3. Die Prüfung durch den zugelassenen Abschlussprüfer erfolgt im Einklang mit den anwendbaren Vorschriften des Gesetzes von 2010.

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Ertragsverwendung.

20.1. Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden 5 % (fünf Prozent) den gesetzlich vorgeschriebenen Reserven zugeführt. Eine solche Zuführung ist nicht mehr erforderlich, sobald die gesetzlich vorgeschriebene Reserve 10 % (zehn Prozent) des Kapitals der Gesellschaft wie weiter oben in Artikel 5 oder einen jeweils höheren oder niedrigeren Betrag erreicht hat.

20.2. Über die Verwendung des verbleibenden Nettogewinns eines Jahres entscheidet jeweils die Hauptversammlung.

20.3. Dividendenausschüttungen können in Euro oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat festgelegten Währung und jeweils an dem vom Verwaltungsrat festzulegenden Ort und Zeitpunkt erfolgen. Der Verwaltungsrat kann auch beschließen, Zwischendividenden unter den im Gesetz von 1915 festgelegten Bedingungen und Beschränkungen auszuschütten.

20.4. Der Anspruch eines Aktionärs auf Dividenden, die für eine Aktie festgelegt, jedoch nicht innerhalb von fünf Jahren ausgezahlt wurden, verfällt und die entsprechenden Beträge fließen in die Gesellschaft zurück. Beschlossene, aber nicht geltend gemachte Dividenden, die die Gesellschaft im Namen eines Aktionärs zur Verfügung hält, werden nicht verzinst.

Art. 21. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.

21.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden. Für eine solche Beschlussfassung gelten die gleichen Erfordernisse wie für eine Satzungsänderung gemäß nachfolgendem Artikel 22.

21.2. Eine Auflösung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung ernannt werden, die den Auflösungsbeschluss gefasst hat. Diese Hauptversammlung legt auch die Befugnisse und die Höhe der Vergütung des oder der Liquidatoren fest.

21.3. Das nach Begleichung aller Verbindlichkeiten, Aufwendungen und Kosten in Verbindung mit der Auflösung der Gesellschaft verbleibende Vermögen wird an die Aktionäre der Gesellschaft ausgezahlt.

Art. 22. Satzungsänderungen. Diese Satzung kann von Zeit zu Zeit von einer außerordentlichen Hauptversammlung geändert werden. Ein entsprechender Beschluss wird unter den im Gesetz von 1915 festgelegten Erfordernissen in Bezug auf Quorum und Mehrheitserfordernisse gefasst.

Art. 23. Anwendbares Recht und Sprache. Alle nicht ausdrücklich in dieser Satzung behandelten Angelegenheiten werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915, dem Gesetz von 2010 und dem Gesetz von 2013 geregelt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der Erschienenen, die Satzung in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache und im Falle von Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung dieser Satzung maßgebend ist.

Kosten

Die Höhe der Kosten, Aufwendungen, Gehälter oder Gebühren, die der Gesellschaft in irgendeiner Form in Verbindung mit der Kapitalerhöhung und der Neufassung der Satzung entstehen oder belastet werden, werden veranschlagt auf rund EUR 2.500,-

Dem Vorgenannten entsprechend wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am obenerwähnten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde der Generalversammlung verlesen wurde unterzeichneten die Mitglieder des Büros, die dem Notar alle den Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz nach bekannt sind, sowie Herr Andreas Neugebauer gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: T. GÖRICKE, H. JUST, A. NEUGEBAUER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15556. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9. Juni 2015.

Référence de publication: 2015087808/679.

(150100597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Knöpfle BBRM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 197.540.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of June.

Before us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BAINBRIDGE II PROPERTIES S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 135.199, the corporate capital of which is fixed at EUR 100,000,

here represented by Sarah Verlende, private employee, with professional address at 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the mandatory of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become shareholders in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation (the «Articles»).

The Company may at any time be composed of a sole shareholder or several shareholders (the «Shareholder(s)»), but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

2.2. An additional purpose of the Company is the acquisition and sale for its own account of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.3. The Company may further, in particular in relation to real estate properties, render administrative, technical, financial, economic or managerial services to other companies, persons or enterprises which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same Shareholder(s) of the Company, or of managers or any other officer or agent of the Company, or of any such entities, or otherwise assist any such entities.

2.4. The Company may further borrow and/or lend funds, guarantee, grant any form of security for the performance of any obligations of the Company, or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of managers or any other officer or agent of the Company, or of any such entities, or otherwise assist any such entities.

2.5. The Company may further act as a manager or director with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or any other corporate structures which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same Shareholder(s) of the Company.

2.6. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of Knöpfle BBRM S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholder(s) or by the general meeting of Shareholders in the event the Company has more than 25 shareholders (the “General Meeting”).

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

In the event that in the view of a manager or in case of several managers (the “Manager(s)”), in the view of the board of managers (the “Board of Managers”), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Each share is entitled to one vote for the resolutions of the Shareholder(s) or at ordinary and extraordinary General Meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of Shareholders representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among Shareholders. Any inter vivos transfer to a new Shareholder is subject to the approval of such transfer given by the other Shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased Shareholder may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the other Shareholders, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several Managers, who need not be Shareholder(s). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute the Board of Managers.

The Manager(s) shall be appointed by the Shareholder(s) or, as the case may be, by the General Meeting, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Manager(s) will hold office until its (their) successor(s) is (are) elected. It (They) may be re-elected at the end of its (their) term and he

(they) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholder(s) or, as the case may be, of the General Meeting.

In case there is more than one Manager, the Shareholder(s) or, as the case may be, the General Meeting may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers and class B Managers.

He (they) may be dismissed freely at any time by the Shareholder(s), or as the case may be, the General Meeting.

In dealing with third parties, the Manager, or in case of several Managers, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The Manager, or as the case may be, the Board of Managers, may delegate his powers for specific purposes to one or several representatives.

Towards third parties, the Company is validly bound by the signature of the sole Manager or in the event of Board of Managers (i) by the sole signature of any manager of the Company, (ii) or if the Shareholder(s) or as the case may be, the General Meeting resolves to divide the Board of Managers in class A managers and class B managers, by the joint signature of one class A manager together with one class B manager, (iii) by the signature of any of the daily manager(s) within the context of the daily management or, (iv) by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Managers.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 12. In case of several Managers, the Company is managed by a Board of Managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers shall meet upon call by any one Manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the Board of Managers, or in the absence of a chairman, the Board of Managers may appoint another Manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to the Managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each Manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication.

A special convocation will not be required for a Board of Managers' meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A Manager may represent more than one of his colleagues.

Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of the Managers are present or represented at a meeting of the Board of Managers and in case Shareholder(s) or, as the case may be, the General Meeting has decided to qualify the appointed Managers as class A Managers and Class B Managers, the Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a class A Manager and a class B Manager are present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the Managers present or represented at such meeting and in case the Shareholder(s) or, as the case may be, the General Meeting has decided to qualify the appointed Managers as class A Managers and class B Managers, decision shall be taken by a majority of votes and at least by a class A Manager and a class B Manager.

The Board of Managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers or in case the Shareholder(s) or, as the case may be, the General Meeting has decided to qualify the appointed Managers as class A Managers and class B Managers, by a class A Manager and a class B Manager jointly. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or in case the Shareholder(s) or, as the case may be, the General Meeting has decided to qualify the appointed Managers as class A Managers and class B Managers, by a class A Manager and a class B Manager jointly or by any person duly appointed to that effect by the Board of Managers.

Art. 14. The death or resignation of a Manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The Manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any Manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Manager or the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

D. Meetings of shareholders

Art. 17. Powers of the Shareholders. The Shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles and the law. If the Company has only one Shareholder the latter carries out the powers bestowed on the Shareholders or as the case may be on the General Meeting.

Any properly constituted General Meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 18. Annual General Meeting. The annual General Meeting, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, will be held at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the second Wednesday of the month of June at 2 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 19. Other General Meetings. If the Company is composed of several Shareholders, but no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Shareholders. Should such written resolutions be sent by the Sole Manager or as the case may be, the Board of Managers, to the Shareholders for adoption, the Shareholders are under the obligation to, within a time period of eight (8) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the General Meeting shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General Meetings, including if applicable the annual General Meeting, will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Sole Manager or as the case may be by the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings. Unless there is only one single Shareholder, the Shareholders may also meet in a General Meeting upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles or the law, by the Manager or as the case may be by the Board of Managers, or failing which by Shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant General Meeting. The agenda for a General Meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at any General Meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings. Any General Meeting shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager or the Board of Managers or, in the absence of such designation, by the General Meeting.

The Chairman of the General Meeting shall appoint a secretary.

The General Meeting shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the General Meeting.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the committee of the General Meeting.

Art. 23. Vote. At any General Meeting other than a General Meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for any amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is

not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any General Meeting convened in accordance with the Articles or the law, for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for any amendment to the Articles, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 24. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single Shareholder shall be documented in writing and signed by the single Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the General Meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by (i) the sole Manager (ii) by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed or (iii) by a Manager of class A and a Manager of class B if there are classes of Managers.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 25. The Company's year commences on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 26. Each year on the 31st of December, the accounts are closed and the Managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 27. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the Shareholders.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 28. In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be Shareholders, and which are appointed by the Shareholder(s) or as the case may be by the General Meeting which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 29. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The five hundred (500) shares have been subscribed by Bainbridge II Properties S.à r.l., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-

Resolutions of the sole Shareholder

Then the sole Shareholder, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be in L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.
2. Are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Sycamore Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150.718 the corporate capital of which is set at EUR 12,500;

and

- TREVES SERVICES S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered

with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.249 the corporate capital of which is set at EUR 12,500.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the attorney in fact of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx notaire, de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Bainbridge II Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et inscrite au auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.199, dont le capital social est fixé à EUR 100.000,

ici représentée par Sarah Verlande, employée privée, demeurant professionnellement au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée ci-après, la «Société», qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts les «Statuts».

La Société comporte initialement un associé unique. La Société peut à tout moment comporter un associé unique ou plusieurs associés («Associé(s)»), mais dans la limite de quarante (40) associés, notamment par suite de transfert de parts sociales ou d'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

2.2. Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.3 La Société peut également, en relation avec les biens immobiliers, rendre des services administratifs, techniques, financiers, économiques et de management à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout gérant ou autre mandataire ou agent de la Société ou d'une telle entité, ou assister une telle entité de toute autre manière.

2.4. La Société pourra également emprunter et/ou accorder des prêts, toute forme de garantie, ou de sûreté pour l'exécution de toute obligation de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société ou de tout gérant ou autre mandataire ou agent de la Société ou d'une telle entité, ou assister une telle entité de toute autre manière.

2.5. La Société peut également agir en qualité de gérant ou d'administrateur avec une responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les dettes et obligations de partnerships ou de toute autre structure de sociétés contrôlées directement ou indirectement par la Société ou qui sont directement ou indirectement sous le contrôle des actionnaires de la Société.

2.6. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de Knöpfle BBRM S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Niederanven.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision des Associés ou en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés dans le cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) Associés («Assemblée Générale»)

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

Dans l'hypothèse où le gérant ou dans le cas où il y a plusieurs gérants (le «Gérant(s)»), le conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»), estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les organes ou les personnes chargées de la gestion journalière de la Société.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat de parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions des Associé(s) ou aux délibérations des Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre Associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un Associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, des Associés représentant les trois quarts (3/4) des parts appartenant aux Associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des Associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, qui n'ont pas besoin d'être Associés. Si plusieurs Gérants sont nommés, les Gérants constituent un Conseil de Gérance.

Le(s) Gérant(s) est (sont) nommé(s) par le (les) Associé(s), ou le cas échéant, par l'Assemblée Générale, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée limitée ou illimitée de leur mandat. Le(s) Gérant(s) est (sont) nommé(s) jusqu'à la nomination de leur(s) successeur(s): il(s) peut (peuvent) être réélu(s) au terme de leur mandat et il(s) peut (peuvent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de(s) Associé(s), ou le cas échéant par une Assemblée Générale.

Dans le cas d'une pluralité de Gérants, l'(les) Associé(s) ou le cas échéant, l'Assemblée Générale peut décider de nommer des Gérants de classe A et des Gérants de classe B. Il (ils) peut (peuvent) être révoqué(s) librement à tout moment par l'(les) Associé(s) ou le cas échéant, l'Assemblée Générale.

Vis-à-vis des tiers, le Gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs Gérants, le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant unique et dans le cas d'un Conseil de Gérance (i) par la seule signature d'un Gérant, (ii) ou si l'(les) Associés ou le cas échéant, l'Assemblée Générale décide de diviser le Conseil de Gérance en gérants de classe A et gérants de classe B, par la signature conjointe d'un gérant de classe A avec un gérant de classe B, ou (iii) par la signature individuelle de l'un des délégués à la gestion quotidienne dans le cadre de la gestion quotidienne de la Société ou (iv) la (les) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 12. Lorsqu'il y a plusieurs Gérants, la Société est gérée par un Conseil de Gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'un Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance; en l'absence d'un président, le Conseil de Gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre Gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque Gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant pourra se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre Gérant comme son mandataire. Un Gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer ou agir valablement qui si la majorité des Gérants sont présents ou représentés à la réunion du Conseil de Gérance et dans le cas où l'(les) Associé(s), ou le cas échéant, l'Assemblée Générale des a nommé un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B, le Conseil de Gérance ne pourra délibérer ou agir valablement qui si au moins un Gérant de classe A et un Gérant de classe B sont présents ou représentés à la réunion du Conseil de Gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion et dans le cas où l'(les) Associé(s), ou le cas échéant, l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B, les décisions sont prises à la majorité et au moins par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B.

Le Conseil de Gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil de Gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux Gérants ou dans le cas où l'(les) Associé(s), ou le cas échéant, l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B, par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B conjointement. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux Gérants, ou dans le cas où l'(les) Associé(s), ou le cas échéant, l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B, par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B conjointement ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le Conseil de Gérance.

Art. 14. Le décès d'un Gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les Gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout Gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 16. Le Gérant ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant ou le Conseil de Gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Assemblée générale des associés

Art. 17. Pouvoirs des Associés. Les Associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et la loi. Si la Société ne compte qu'un seul Associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus aux Associés ou le cas échéant, à l'Assemblée Générale.

Toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des Associés.

Art. 18. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'Assemblée Générale annuelle des Associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) Associés, aura lieu au siège social de la Société, ou à tout autre endroit tel qu'il serait mentionné dans la convocation à la réunion, le deuxième mardi du mois de juin à 14 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs Associés, dans la limite de vingt-cinq (25) Associés, les résolutions des Associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs Associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux Associés pour approbation, les Associés sont tenus, dans un délai de huit (8) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les Assemblées Générales, y compris, le cas échéant, l'Assemblée Générale annuelle, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Gérant ou le Conseil de Gérance, le requièrent.

Art. 20. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un Associé unique, les Associés peuvent aussi se réunir en Assemblées Générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou la loi, sur convocation du Gérant ou du Conseil de Gérance, ou à défaut, des Associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux Associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'Assemblée Générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'Assemblée Générale. L'ordre du jour d'une Assemblée Générale doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les Associés sont présents ou représentés à une Assemblée Générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation. Tous les Associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute Assemblée Générale.

Un Associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même Associé.

Art. 22. Procédure. Toute Assemblée Générale est présidée par le président ou par une personne désignée par le Gérant ou le Conseil de Gérance, ou, faute d'une telle désignation par le Gérant ou le Conseil de Gérance, par une personne désignée par l'Assemblée Générale.

Le président de l'Assemblée Générale désigne un secrétaire.

L'Assemblée Générale élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'Assemblée Générale.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'Assemblée Générale.

Art. 23. Vote. Lors de toute Assemblée Générale autre qu'une Assemblée Générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les Associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les Associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute Assemblée Générale, convoquée conformément aux Statuts ou à la loi, en vue de la modification des Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera la majorité en nombre des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 24. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des Assemblées Générales doivent être signés par les Associés présents et peuvent être signés par tous les Associés ou mandataires d'Associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'Associé unique seront établies par écrit et signées par l'Associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les Associés, ainsi que les procès-verbaux des Assemblées Générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant ou par deux (2) Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé ou dans le cas où l'(les) Associé(s), ou le cas échéant, l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B, par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B conjointement

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 25. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 26. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les Gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout Associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 27. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'Assemblée Générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 28. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), Associé(s) ou non, nommé(s) par l'(les) Associé(s) ou le cas échéant, par l'Assemblée Générale qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 29. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les Statuts, les Associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par Bainbridge II Properties S.à r.l., pré-mentionnée.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.200.-

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.

2. Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Sycamore Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et inscrite au auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.718 dont le capital social est fixé à EUR 12.500;

- et TREVES SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et inscrite au auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.249 dont le capital social est fixé à EUR 12.500.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de ladite partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. VERLENDE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17548. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088110/523.

(150100783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Medacta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 62.571.

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf mai.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MEDACTA S.A.", ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri, R.C.S.

Luxembourg section B numéro 62571, constituée suivant acte reçu par Maître Marthe THYES-WALCH, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 janvier 1998, publié au Mémorial C numéro 251 du 17 avril 1998, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 13 mars 1998, publié au Mémorial C numéro 443 du 18 juin 1998;
- suivant acte sous seing privé en date du 29 octobre 2001, publié au Mémorial C numéro 509 du 2 avril 2002;
- suivant acte reçu par Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 16 avril 2007, publié au Mémorial C numéro 1455 du 14 juillet 2007;

La séance est ouverte sous la présidence de M. Gianpiero SADDI employé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74 Avenue Victor Hugo.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Melle Marilyn KRECKE, employée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74 Avenue Victor Hugo.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de 400,-EUR, en vue de le porter de son montant actuel de 991.600,- EUR à 992.000,- EUR par l'émission de 16 actions nouvelles ayant les mêmes droits et obligations que celles existantes, assortie d'une prime d'émission d'un montant total de 2.999.600,- EUR

2.- Souscription à et libération de l'augmentation du capital social et de la prime d'émission indiquée au point 1 ci-dessus en numéraire

3.- Modification subséquente de l'article 5§1 des statuts.

4. Modification subséquente du registre des associés de la société afin de refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la société, chacun individuellement pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société et pour procéder à l'émission de certificats d'actions.

5. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'associé décide ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de 400,- EUR, en vue de le porter de son montant actuel de 991.600,- EUR à 992.000,- EUR par l'émission de 16 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que celles existantes, et assorties d'une prime d'émission d'un montant total de 2.999.600,- EUR, à souscrire par les 4 actuels actionnaires comme dit ci-après.

Deuxième résolution:

L'assemblée accepte à la souscription des nouvelles actions pour un montant de 400 € et le versement de la prime d'émission pour un montant de 2.999.600 EUR comme suit:

Alberto SICCARDI - 1 action en pleine propriété avec une prime d'émission de EUR 299.900

Maria Luisa SICCARDI TONOLLI - 5 actions en pleine propriété avec une prime d'émission de EUR 899.900

Francesco SICCARDI - 5 actions en pleine propriété avec une prime d'émission de EUR 899.900

Alessandro SICCARDI - 5 actions en pleine propriété avec une prime d'émission de EUR 899.900

Le montant total de trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Troisième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à neuf cent quatre-vingt-douze mille Euros (EUR 992.000,-) représenté par quarante mille seize (40.016) actions sous forme nominative sans désignation de valeur nominale chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de procéder à la modification subséquente du registre des actionnaires de la Société et de donner pouvoir et autorité à tout administrateur de la société, chacun individuellement, afin de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société et à l'émission de certificats d'actions.

Frais:

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille cinq cents (3500) euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12625. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088213/87.

(150100378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

IRERE Property Investments Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 118.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087276/9.

(150099860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Innovative Software s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5831 Hesperange, 27, Cité Holleschberg.

R.C.S. Luxembourg B 155.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 12/06/2015.

Référence de publication: 2015088945/10.

(150101708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Azure, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.378.

CLOTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, the third day of June.

Before the undersigned notary, Me Pierre PROBST, residing in Ettelbrück.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the investment company AZURE, in liquidation, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 182378, incorporated in the form of an investment company with variable capital, following a deed enacted by Me Pierre PROBST, notary with residence in Ettelbruck, on 19 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations No 3230 dated 19 December 2013.

The extraordinary general meeting of shareholders is opened at 9.00 a.m. and is presided over by Ms Nadine CLOSTER, employee, professionally residing in 2, place de l'Hôtel de Ville, L-9002 Ettelbrueck and the chairman appoints as his scrutineer, Mrs Francine MAY, employee, professionally residing in 2, place de l'Hôtel de Ville, L-9002 Ettelbrueck. It will be renounced on the appointment of a secretary.

The board of the extraordinary general meeting of shareholders having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list which has been controlled and signed by the board of the meeting. The proxies, signed by the appearing person and the notary, shall remain here annexed to be registered with this deed.

II. As it appears from the attendance list, the 63,565.815 shares, representing all of the share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III. The agenda of this extraordinary general meeting includes the following items:

1. Acknowledgement of the report of the liquidator;
2. Acknowledgement of the report of the liquidation auditor;
3. Acknowledgement and approval of the Liquidation Balance Sheet and the Profit and Loss Accounts;
4. Discharge (quitus) to the liquidator for the execution of its mandate;
5. Declaration that the payment of the net proceeds of the liquidation in proportion to the number of the shares held by the shareholders is undertaken against the cancellation of the shares held by them in the Company and that the Company is thereby dissolved;
6. Declaration that the liquidation proceeds not surrendered will be kept in safe custody at the Caisse de Consignation in Luxembourg;
7. Declaration that the Company's books and documents shall be deposited with and kept for a term of five years after the date of publication of the relevant notarial deed in the Luxembourg official gazette at the office of Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg; and
8. Miscellaneous.

The extraordinary general meeting, after declaring itself duly convened, approves the statement of the chairman and continues with proceedings according to the agenda. After discussion, the extraordinary general meeting passes each of the following resolutions with the consent of the shareholders present or represented.

First resolution

The shareholders resolve to acknowledge the report of the sole liquidator of the Company for the period from 30 January 2015 to 3 June 2015.

Second resolution

The shareholders resolve to acknowledge the report of the independent liquidation auditor („commissaire à la liquidation") of the Company for the period from 30 January 2015 to 3 June 2015.

Third resolution

The shareholders resolve to acknowledge and approve the Liquidation Balance Sheet and the Profit and Loss Accounts of the Company for the period from 30 January 2015 to 3 June 2015.

Fourth resolution

The shareholders resolve to grant discharge to the sole liquidator of the Company for the execution of its mandate for the period from 30 January 2015 to 3 June 2015.

Fifth resolution

The shareholders resolve that the payment of the net proceeds of the liquidation in proportion to the number of the shares held by the shareholders is undertaken against the cancellation of the shares held by them in the Company and that the Company is thereby dissolved.

Sixth resolution

The shareholders resolve that the liquidation proceeds not surrendered will be kept in safe custody at the Caisse de Consignation in Luxembourg.

Seventh resolution

The shareholders resolve that the Company's books and documents shall be deposited with and kept for a term of five years after the date of publication of the relevant notarial deed in the Luxembourg official gazette at the office of Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Since the agenda has been completed, the chairman declares the meeting closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Ettelbrück, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 3 juin 2015. Relation: DAC/2015/9393. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089336/77.

(150103242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Lippbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 196.472.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 9 juin 2015 que:

- Monsieur Steven Curfs a démissionné de ses fonctions de Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015.
- Monsieur Fabrice Legrand a démissionné de ses fonctions de Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015.
- Monsieur Ian Worboys, né le 6 juillet 1958 à Redhill, Royaume-Uni et résident professionnellement au Na Florenci 2116/15, Prague 1, 100 00, République Tchèque, a été nommé Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015 pour une durée indéterminée.
- Monsieur George Elling Aase, né le 8 novembre 1962 à Tallahassee, Etats-Unis d'Amérique et résident professionnellement au Na Florenci 2116/15, Prague 1, 100 00, République Tchèque, a été nommé Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015 pour une durée indéterminée.
- Monsieur Herman Schommarz, né le 20 novembre 1970 à Amersfoort, Afrique du Sud et résident professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, a été nommé Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015 pour une durée indéterminée.
- Monsieur Olivier Dorier, né le 25 septembre 1968 à Saint-Rémy, France et résident professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, a été nommé Gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 10 juin 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015087321/27.

(150099969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.
